

mediCuba-Suisse
Sekretariat Deutschschweiz
Postfach 1774, 8031 Zürich
Tel. und Fax ++41 44 271 08 15
Secrétariat romand :
Maison des Associations
15, rue des Savoises, 1205 Genève
Tél. ++ 41 22 362 69 88
CCP 80-51397-3
medicuba-suisse@medicuba.ch
www.medicuba.ch



Genève, le 15 mai 2020

Messieurs Guevara Frey et Patrick Chaboudez,

Quel choc d'écouter le reportage réalisé par M. Xavier Alonso pour l'émission « Tout un monde » de la RTS, le 13 mai 2020 ! Quel choc d'entendre sur un média suisse développer une tournure si partielle, caricaturale, réductrice, voire accusatrice du système des missions médicales internationales cubaines !

Le ton est donné dès le début du reportage « Le régime communiste capte 2/3 des salaires de son personnel soignant en mission à l'étranger, cela ressemble à du travail forcé ». Il n'y a pas eu la moindre analyse de la situation géopolitique, ni même une esquisse du contexte actuel. Et pour bien montrer « l'horreur des exactions commises par Cuba à l'encontre de ses propres médecins », l'émission ne donne la parole qu'à des personnes en exil et opposants au régime cubain. Au final que retiendrons les auditeurs ?

Nous nous interrogeons sur l'angle du reportage, sur la pertinence de sa documentation, sur sa forme qui frise à plusieurs reprises le sensationnalisme, mais surtout sur son équilibre. Quel était l'objectif de l'émission ?

- Informer sur la réalité des médecins cubains ? Dans ce cas, nous n'avons pas eu la version de celles et ceux qui sont actuellement en mission ou qui sont à Cuba. Si vous l'aviez demandé, nous aurions pu vous mettre en contact avec certains d'entre eux.
- Faire un procès politique à Cuba ? Dans ce cas, nous n'avons pas eu non plus la version de ceux qu'on juge.

Dans tous les cas, le résultat est une émission de propagande anti-cubaine, très en vogue en ces temps de campagne électorale américaine ; digne d'un média « d'un système totalitaire », pour paraphraser l'un des propos tenus dans ledit reportage.

Le rôle des journalistes n'est-il pas de rapporter les faits, de les mettre en contexte, et de s'appuyer sur des interlocuteurs/témoins/experts diversifiés pour livrer une situation globale et équilibrée de la situation, afin que nous, auditeurs et lecteurs, puissions-nous faire une idée et forger notre propre opinion sur le sujet ? Ce sont les règles déontologiques qui guident les journalistes au sein d'un média de référence comme la RTS.

Nous souhaitons rééquilibrer les informations données dans cette émission, et nous nous permettons de le faire parce que nous connaissons Cuba et son système de santé depuis plus de 27 ans, comme association non gouvernementale qui vient en appui du système de santé cubain. C'est d'ailleurs pour aider à préserver les acquis sociaux des cubains, dont le droit à la santé pour toutes et tous, que mediCuba-Suisse est née.

Contexte

Dès le mois de janvier 1959, avec le renversement du gouvernement Batista par les troupes castristes, la solidarité et l'internationalisme sont devenus des principes fondamentaux pour Cuba. Cela ne signifie pas donner ce qu'on a en trop, mais apporter ce qu'on a de mieux : et les professionnels cubains de la santé sont l'un des meilleurs atouts de Cuba. C'est ainsi qu'après le séisme au Chili, en mai 1960, le gouvernement cubain décide d'envoyer une équipe d'assistance médicale, du matériel et des fournitures pour aider le peuple chilien à panser les blessures de cette catastrophe naturelle. Depuis cette première mission solidaire, Cuba a été présent dans 164 pays avec plus de 400'000 professionnels de la santé pour soigner et servir divers peuples après des catastrophes naturelles, épidémies ou, tout simplement, parce qu'ils n'ont pas les moyens économiques et humains pour le faire.

Leur solidarité n'est d'ailleurs pas que dans le domaine médical, ils ont également réalisé un programme d'alphabétisation appelé « Yo sí puedo », grâce auquel près de 10 millions de personnes dans 130 pays ont appris à lire et à écrire (entre 2002 et 2016)ⁱⁱ.

La santé et l'éducation, gratuits et universels, sont les piliers de la société cubaine. L'État investit dans ces deux services plus de la moitié de son budget annuel et le moins qu'on puisse dire c'est que les résultats sont remarquables. D'après l'UNESCO, en Amérique latine et les Caraïbes, Cuba est le seul pays à avoir atteint les objectifs de l'éducation pour tous entre 2000 et 2015ⁱⁱⁱ ; tandis que l'index Bloomberg 2019 place Cuba parmi les 30 pays avec le meilleur système de santé, malgré le fait d'être « un pays pauvre »^{iv}.

Ces bons résultats et toute cette solidarité ont été accomplis par Cuba malgré les sanctions imposées par les États-Unis depuis près de 60 ans. Dans votre reportage, vous affirmez que les gains économiques des missions médicales cubaines sont « un apport vital pour une économie à

bout de souffle » ; ceci n'est pas faux, les services médicaux sont l'une des principales ressources de l'île. Cependant, vous ne vous interrogez pas sur la raison de cet « essoufflement ».

A prix courant, les dommages cumulés sur près de six décennies d'application de la politique américaine de blocus atteignent le chiffre de 139 milliards de dollars^v ; et la dernière administration de la Maison Blanche a décidé de durcir encore plus les sanctions, notamment par l'application totale de la Loi Helms-Burton (peu importe si cela cause des dommages à des partenaires commerciaux européens ou même à des entreprises américaines), la limitation des voyages vers l'île, mais surtout par la traque du carburant que Cuba achète sur le marché international. Rien qu'en 2019, l'administration Trump a adopté 86 nouvelles mesures de blocus, lesquelles entravent la vie quotidienne des Cubains, mais aussi la capacité d'affronter une crise telle que celle du Covid-19.

Savez-vous que les entreprises helvétiques, *IMT Medical AG* et *Acutronic Medical Systems AG*, ont refusé la commande de ventilateurs à la société d'importation et d'exportation cubaine *Medicuba S.A.*¹ en invoquant les sanctions commerciales, financières et économiques américaines ? Les deux sociétés avaient eu affaire avec Cuba auparavant, mais elles ont été rachetées, il y a deux ans, par *Vyaire Medical Inc.*, société américaine, et ont reçu récemment l'ordre de suspendre toutes leurs relations commerciales avec Cuba.

Les autorités cubaines ont également dénoncé, il y a quelques jours, qu'un envoi d'aide d'urgence pour lutter contre le Covid-19, donné par une fondation chinoise, avait été bloqué. La société de fret a refusé d'expédier le matériel à Cuba, arguant que son principal actionnaire était une société américaine soumise à l'embargo commercial sur Cuba.²

Cuba ne peut pas acquérir des produits dont leurs composants ont plus de 10% d'origine américaine. Cela réduit drastiquement les médicaments contre le cancer, les logiciels informatiques et le matériel médical auquel Cuba peut accéder.

L'ampleur de l'extension illégale et extraterritoriale des sanctions des États-Unis contre les personnes morales (y compris les ONG), les banques et les entreprises en Europe, en violation du droit international, était déjà évidente avec l'arrêt presque total du trafic des paiements internationaux vers Cuba. Aujourd'hui, c'est carrément au niveau local que le blocus agit. En effet, des banques suisses ont bloqué des transferts des dons de nos membres sur notre compte postal, simplement à cause de la mention de Cuba dans la transaction !

Malgré ce panorama de blocages économiques, commerciaux et financiers, cette petite île des Caraïbes a répondu présente quand des puissances, telles que l'Italie ou l'Angleterre, ont fait

¹<http://bolivarinfos.over-blog.com/2020/04/cuba-2-firmes-qui-fabriquent-des-respirateurs-suspendent-leurs-ventes-a-cuba.html?fbclid=IwAR3bXPCCQvIGJYNj45DIZF3cvyk4EHpgtInTOYqoiRcCNEaEffEutRwSsJE>

² <https://apnews.com/2858fbaa2dd5460fa2988b888fc53748?fbclid=IwAR2ZX2zp0Bv-bRki8iNk-CFg7ZqVMjotY9PIXgEgys4jonbOGP2LKBxMmko>

appel à elle. On a beaucoup de peine à imaginer que le plan de Cuba était d'envoyer des médecins « pour mettre un pied dans ces pays et profiter de la situation d'urgence pour rester sur place », comme le dénonce Mme María Werlau dans votre reportage.

Effectivement, les services de santé sont actuellement l'une des principales sources de revenus pour Cuba. Sans un accès aux marchés internationaux, subissant des blocages financiers énormes, il fallait trouver d'autres manières de capter des devises. Le savoir-faire, expertise lors de catastrophes et épidémies, ainsi que leur renommée, permettent à Cuba de proposer des services médicaux à l'étranger et sur l'île (tourisme médical). Et là encore, il faut mettre en contexte ce gain « faramineux » de missions.

Tout d'abord, il existe plusieurs modalités de missions médicales. Certaines sont régies par des contrats de prestations de services pour lesquels Cuba reçoit un paiement ; vous avez donné l'exemple du Portugal dans votre reportage. Cet argent sert d'une part à financer le système de santé à Cuba – lequel pèse lourd dans le budget de l'Etat ; mais il sert également à financer les missions et programmes qui ne sont pas rémunérés par le pays hôte (en Haïti, par exemple, ou l'Operación Milagros^{vi}), ainsi que l'Ecole latinoaméricaine de médecine (ELAM). Cela ne veut pas dire que chaque mission « rapporte 50 000 euros par médecin » à Cuba, comme vous l'avez laissé entendre dans votre reportage. Mais que grâce à ces missions Cuba peut offrir un système de santé et d'éducation gratuit universel et de qualité à toute sa population et à d'autres qui en ont besoin.

Mais alors, combien gagne un médecin cubain sur l'île ?

En 2019, un médecin spécialiste du second degré a été rémunéré à hauteur de 1850 pesos cubains, tandis qu'un spécialiste du premier degré recevait 1740 pesos^{vii}. Si vous convertissez ces montants en dollars, les salaires semblent dérisoires. Cependant, ils sont en accord avec la grille des salaires des fonctionnaires de l'état et des autres professions à Cuba (avocats, ingénieurs).

Et un médecin cubain en "mission" ?

Le salaire qu'un pays hôte verse pour chaque professionnel cubain varie, mais ce dernier reçoit entre 20 et 30 % du total (vous pouvez faire le calcul pour les médecins qui se trouvent au Portugal), le reste est effectivement collecté par l'État cubain.

A premier abord, cela peut nous sembler un abus et « du travail forcé » ; mais si on regarde de plus près, nous avons également des prélèvements de nos salaires pour des assurances solidaires (AI, AVS, AC), sans parler des impôts, et en plus nous devons payer des assurances maladie privées afin de pouvoir bénéficier des services et soins de santé.

Petite parenthèse : les recettes fiscales (et les prélèvements des salaires des médecins en mission sont considérés comme des recettes fiscales) représentent 40.6 % de l'économie totale de Cuba, soit un peu moins que la Belgique, la France et les pays scandinaves, et plus que l'Allemagne et l'Italie, selon la Fondation Héritage^{viii}. En Suisse, la quote-part des charges fiscales est de 39.6%^{ix}

Suivant le pays dans lequel ils travaillent, les médecins cubains en mission reçoivent, en plus de leur salaire, un perdiem. Si les contrats réalisés entre Cuba et le pays hôte le stipulent, le logement, charges d'électricité et de gaz des médecins sont pris en charge par les autorités locales. Ils ont droit à un mois de vacances payées à Cuba pour 11 mois de travail en mission. Ils ont, en outre, la possibilité de faire venir leur famille dans les lieux de mission, pour autant que les conditions du pays hôte le permettent.

Pendant le temps de leur mission, les médecins continuent à percevoir leur salaire à Cuba (aussi dérisoire qu'il puisse sembler pour nous) ; ils conservent leur emploi à leur retour et ils obtiennent des facilités pour importer des appareils électroménagers, et d'autres biens qui sont rares sur l'île. Cela peut expliquer l'attrait des missions médicales. Mais l'aspect économique n'est pas le seul qui est pris en compte pour un internationaliste : apporter son savoir-faire, son expertise, apprendre, connaître d'autres cultures, mais surtout aider des populations qui parfois n'ont jamais vu un médecin^x sont des attraits tout aussi importants pour les médecins cubains. Et ça, vous l'auriez découvert, si vous aviez posé la question à ceux qui sont actuellement en mission ou qui vivent à Cuba.

Pourquoi ne pas mentionner le contingent cubain « Henry Reeve » qui est intervenu sur tant de crises sanitaires mondiales en envoyant, sans contrepartie financière, des milliers de médecins et d'infirmiers formés à la médecine de catastrophe en « un claquement de doigts », là où l'on en avait besoin ? Et ceci depuis l'ouragan Katrina en 2005, quand Cuba a proposé son aide à son voisin « ennemi » américain et avait créé cette brigade sanitaire d'intervention. Cette brigade a été engagée à de multiples reprises dans de nombreux pays, en Haïti lors du tremblement de terre de 2010, ce sont plus de 1'000 soignants qui se sont engagés dans les jours qui ont suivi cette catastrophe. Quel a été le premier pays à lever la main lors de l'appel de Margaret Chan, le 8 août 2014, pour amener de l'aide humanitaire en Afrique de l'Est lors de l'épidémie d'Ébola ? Cuba. Avec la promesse d'envoyer 165 médecins dans les 3 pays les plus touchés, la Sierra Leone, Le Liberia et la Guinée Bissau. Entraînés en moins de 3 semaines, ce sont finalement plus de 250 médecins et soignants qui sont partis pour l'Afrique dans une mission de 6 mois, non pas 3 ou 6 semaines comme les autres membres d'ONG. Ils ne sont rentrés à Cuba qu'une fois leur travail accompli, au risque de leur vie. Comment se fait-il que l'OMS décerne le prix Mémorial « Lee-Jong-Wook », la plus haute distinction humanitaire, le 27 mai 2007, au ministre de la santé de Cuba en remerciement pour l'assistance médicale du contingent « Henry Reeve » qui est venu en

aide, depuis 2005, à 3,5 millions de personnes sur la planète et a sauvé plus de 80'000 vies ? Tout ceci est passé sous silence par vos journalistes.

Cuba peut se vanter de compter avec 9 médecins pour 1000 habitants^{xi} pour une population d'un peu plus de 11 millions. A titre de comparaison, la Suisse compte avec 4.4 médecins pour 1000 habitants^{xii}. Les propos de Mme Werlau sont donc parfaitement mensongers ! Cuba ne prive pas du tout sa population de médecins pour faire du profit, bien au contraire ! Ces médecins étaient sur l'île en standby après la fermeture des missions au Brésil, Bolivie et en Équateur.

Quant à la plainte déposée par l'organisation *Prisoners defenders* à la CPI en mai 2019, celle-ci a été présentée au public bien avant et en grande pompe au siège de l'Organisation des États américains (OEA), dont le président, M. Luis Almagro, ne cache pas son aversion contre le régime cubain. Une mise en scène bien orchestrée et seulement quelques jours avant le lancement officiel, en Floride, de la campagne de Trump pour briguer un deuxième mandat (18 juin 2019).

Les questions posées par la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences ; et la Rapporteuse spéciale sur la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, en novembre 2019^{xiii}, ont été répondues une par une début janvier par la Mission cubaine auprès des Nations Unies. Et c'est extrêmement réducteur, partisan et odieux de dire que la réponse de Cuba était « tout cela n'est que calomnies capitalistes cuisinées par les États-Unis ». Avez-vous seulement lu les réponses apportées par Cuba ? Savez-vous si l'OIT, la CPI ou le Conseil des droits de humains ont donné suite à ces plaintes de la part des organisations de Miami ou d'Espagne ? Votre reportage nous laisse dans l'ignorance des résultats de ces dénonciations ; mais connaissant les moyens mis pour les réaliser, s'il y avait eu une quelconque suite, nous l'aurions su et vous en auriez parlé dans votre reportage.

Pour clore votre condamnation d'un régime, qui n'a même pas eu droit à un procès équitable dans ce reportage, vous concluez que « Les médecins cubains sont des esclaves d'un régime qu'ils alimentent en dollars au prix de leur liberté ». Est-ce que cela veut dire que les médecins sont des esclaves parce que leur pays prélève des charges sociales sur leur salaire ? Sont-ils des esclaves parce qu'ils portent un passeport officiel ? Bien que les réponses que vous donnez dans votre reportage dirigent l'opinion publique à conclure à de l'esclavage des temps modernes, ni l'OIT ni la CPI ni la CDH ni aucune autre instance n'ont pu donner ce verdict.

En revanche, votre reportage est la copie conforme d'articles et informations qui, depuis des années, tentent de discréditer les succès cubains. Il ne faut pas aller bien loin pour s'en rendre compte, il suffit de faire une recherche sur google avec les mots « missions médicales cubaines ».

Dans les premières propositions nous retrouvons les mêmes termes, les mêmes sources et les mêmes noms. Simple coïncidence ? Nous ne pensons pas. Mais c'est un bien triste constat, qu'un programme d'un média de service public, tel que la RTS, soit aussi biaisé dans le traitement d'un sujet. Sans diversité d'opinions, restant accrochés à une seule source d'information, votre reportage ressemble beaucoup à cette propagande que vous décriez.

Si vous souhaitez présenter l'autre face de la monnaie, restaurer une certaine objectivité et informer vos auditeurs, nous restons à votre disposition pour approfondir dans le débat et vous apporter d'autres points de vue sur les missions médicales cubaines, sur ses médecins internationalistes, et sur la situation actuelle à Cuba.

Cordialement,



Dr. Martin Herrmann
Co-président de mediCuba-Suisse



Prof. Dr. med. Jérôme Pugin
Membre du comité de mediCuba-Suisse



Luisa Sanchez
Coordinatrice pour la Suisse-romande

ⁱ <https://www.rts.ch/play/radio/tout-un-monde/audio/les-medecins-cubains-envoyes-a-letranger-en-renfort-dans-la-lutte-contre-le-coronavirus?id=11302225>

ⁱⁱ <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000146881>

ⁱⁱⁱ <https://es.unesco.org/news/america-latina-y-caribe-solo-cuba-alcanzo-objetivos-globales-educacion-todos-periodo-2000-2015>

^{iv} <https://www.bloomberg.com/news/articles/2019-02-24/spain-tops-italy-as-world-s-healthiest-nation-while-u-s-slips>

^v <http://www.cubaminrex.cu/sites/default/files/2019-09/Cuba%20vs%20Bloqueo.pdf>

^{vi} <https://www.minsalud.gob.bo/3694-la-operacion-milagro-a-cargo-de-medicos-cubanos-devolvio-la-vista-a-707-737-bolivianas-y-bolivianos>

^{vii} <https://www.dw.com/es/misiones-m%C3%A9dicas-cubanas-cu%C3%A1ntas-d%C3%B3nde-y-por-qu%C3%A9/a-53054180>

^{viii} <https://www.heritage.org/index/country/cuba>

^{ix} https://www.economiesuisse.ch/sites/default/files/publications/2014_12_Fiche-info_Quote-part-fiscale_def.pdf

^x <https://lecourrier.ch/2019/12/19/nous-faisons-de-la-medecine-pas-de-la-politique/>

^{xi} <https://www.nodal.am/2019/07/cuba-alcanza-la-cifra-de-medicos-mas-alta-de-su-historia-nueve-por-cada-mil-habitantes/>

^{xii} <https://bullmed.ch/article/doi/bms.2019.17687/>

^{xiii} REFERENCIA: AL CUB 6/2019